



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8480>

Brésil

Christophe Ventura : « Il est plus que probable que les mouvements sociaux seront criminalisés au Brésil »

Date de mise en ligne : jeudi 1er novembre 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés



Entretien publié d'abord sur le site de lemediapresse.fr

Ce dimanche 28 octobre, Jair Bolsonaro, candidat du Parti social-libéral (PSL) est élu président de la République fédérative du Brésil. Après une campagne à rebondissement, il a battu Fernando Haddad, candidat du Parti du travailleur (PT) avec 55,1% des suffrages exprimés. Ce dernier avait dû remplacer tardivement l'ancien président Lula, emprisonné pour le scandale Petrobras, une décision de justice très controversée et contestée. Soutien de la dictature militaire et habitué des dérapages racistes, misogynes ou homophobes, le nouveau président, qui a été poignardé il y a quelques semaines, inquiète.

Le Média : Bolsonaro vient d'être élu président de la République fédérative du Brésil. Libéral, autoritaire, raciste et homophobe, comment le qualifier politiquement ?

Christophe Ventura : Je le qualifie de « libéral autoritaire ». C'est un régime qui a une fonction : ajuster la société brésilienne aux exigences nouvelles de ses élites économiques et financières locales et internationales. Pour ce faire, il faut un pouvoir en mesure de réduire, si nécessaire par l'autoritarisme et la répression, les droits démocratiques, économiques et sociaux de la population.



Existe-t-il un lien entre ce régime et la dictature militaire qui s'est achevée en 1985 au Brésil ?

Je pense qu'il y a des liens, mais il faut être prudent dans la comparaison. Il existe tout un univers de références symboliques à cette dictature, utilisé par Bolsonaro dans son discours d'une manière discursive. Il s'agit d'un renvoi symbolique aux idées d'ordre. Il y a en même temps l'idée de prospérité des classes moyennes et supérieures, la dictature militaire a aussi servi à cela. Il y a également le fait que l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro et de son entourage coïncide avec l'arrivée en poste de gens issus des forces militaires. C'est un point important, à ne pas sous-estimer, et à suivre de très près. Il y a autour de lui des militaires maintenant dans la sphère publique, dans le périmètre de l'État brésilien. Mais en fait, c'était déjà le cas. Dans le gouvernement de Michel Temer, les militaires se sont retrouvés au pouvoir dans plusieurs administrations de l'État. Cela ne se voit pas, mais il existe déjà une porosité entre l'armée et l'administration de l'État. Le nouveau président va prolonger cette tendance. Nous devons avoir autre chose en tête. Instruits par la destitution de l'ancienne présidente Dilma Rousseff en 2016, nous savons

une chose. En cas de destitution, de maladie ou de décès du président, le vice-président prend le pouvoir au Brésil. Et dans ce cas précis, cela signifierait l'arrivée à la présidence du nouveau vice-président élu avec Jair Bolsonaro. Il s'agit du général d'armée à la retraite Hamilton Mourão (du Parti rénovateur travailliste brésilien, PRTB). Ce dernier a représenté pendant toute la campagne l'aile dure de Bolsonaro et indique aujourd'hui qu'il ne compte pas être un « vice décoratif » mais un « conseiller privilégié » du nouveau président. Ce point me semble très important à suivre, comme ce personnage.

Mais pour le moment cette comparaison a ses limites. L'armée est divisée sur Bolsonaro, son projet et son comportement. Il ne s'agit pas d'un acteur cohérent global au Brésil, qui aurait un plan concerté de prise de pouvoir. Il y a des éléments de l'armée qui soutiennent Bolsonaro, mais il y a également beaucoup de militaires et d'officiers qui ne sont pas du tout en ligne avec ses idées et ce qu'ils considèrent être des outrances. Enfin, dernier point très important, les militaires au pouvoir de 1964 à 1985 étaient des nationalistes économiques, qui ont consolidé l'Etat. Bolsonaro, à l'inverse, a pour projet de le démanteler. Il prône un État minimal et l'ouverture aux investisseurs étrangers, en particulier nord-américains. La dictature militaire était souverainiste de ce point de vue.

Contrairement à Donald Trump ou les autres « populistes » d'extrême droite habituels, Bolsonaro a surtout été soutenu par les milieux d'affaires et les classes supérieures. Comment l'expliquer ?

C'était un deuxième choix pour les élites économiques et financières. Elles préféraient au départ les deux candidats issus de la droite et du centre droit du gouvernement non élu sortant, Henrique Meirelles et Geraldo Alckmin. Ils étaient les candidats de l'establishment brésilien. Mais quand ils ont compris que ces derniers allaient être laminés aux élections, ils se sont reportés sur Bolsonaro. Il a quand même fallu que celui-ci élargisse sa stature en intégrant dans son logiciel Paulo Guedes. Ancien banquier, ce Chicago boys est devenu le super ministre de l'Économie. Enfin, avec l'extrême droite, les élites tentent d'entraver le pouvoir des subversifs, assimilés à la gauche.

Justement, en 2003, Lula, ancien syndicaliste et membre du Parti des travailleurs, arrivait au pouvoir et suscitait un énorme espoir auprès des classes populaires. La gauche a gouverné pendant quinze ans. Quel bilan en tirer ? Quelle est la part de responsabilité de la gauche dans ce désastre électoral ?

Le bilan reste à faire. Il démarre tout juste. Il est compliqué. Le PT, ça a été une période de stabilité et d'enracinement de la démocratie au Brésil, dont les éléments sont désormais institutionnalisés. Jusque-là le pays a eu une histoire politique très mouvementée. Nous verrons si Bolsonaro - et le monde qui est derrière lui surtout - détruit tout cela. Mais en attendant les institutions démocratiques se sont renforcées au fil des années, jusqu'à ce qu'elles dysfonctionnent dans la dernière période. C'est le PT qui a renforcé l'indépendance de la justice. Il a fait voter certaines lois contre la corruption, paradoxalement. Il y a aussi le bilan social : 40 millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Il y a la scolarisation : toute une génération est éduquée, a pu entrer à l'université. Cela a permis l'émergence de cadres. Enfin, il y a l'affirmation du pays pendant quinze ans dans la cour des grands.

Pourtant, le PT a été vivement critiqué pour la corruption. Il n'a pas non plus remis en question l'économie de marché...

Justement, du côté des points négatifs, tout cela a été fait sans que ne soient remises en question les structures économiques brésiliennes et le modèle de consommation capitaliste, notamment au sein des groupes sociaux qui ont bénéficié des politiques du PT. Était-ce possible ? Le PT a fait tout ça sans que ne soit combattu l'oligarchie brésilienne, qui a profité de l'époque. Elle s'est largement enrichie aussi avec Lula. Elle a juste dû consentir plus de redistribution des revenus. Par contre, elle n'a pas redistribué les richesses, largement restées entre leurs mains. Mais l'économie mondiale a fait sévèrement ralentir la croissance brésilienne. Il y a même eu deux ans de récession. À partir de ce moment, ces oligarchies ont pu se retourner contre la gauche et Lula. Mais il n'avait pas les moyens de modifier en réalité la situation économique. Les fragilités du pays sont connues : il est dépendant des marchés et de

la demande internationale de matières premières et de ressources nationales. Le deuxième point négatif, c'est que tout ce qui a été acquis du point de vue social était fragile et a été rapidement remis en cause. Tout cela reposait sur des financements importants de l'État qu'il n'avait plus. La vie a été beaucoup plus difficile pour les classes populaires et les classes moyennes.

Ensuite, le PT s'est retrouvé empêtré dans les scandales de corruption. En réalité, l'ensemble du système est touché par ce problème, et depuis toujours. Mais le PT ne l'a pas remis en cause. Il est arrivé au pouvoir dans ce système-là et a fonctionné avec. Les affaires de corruption ont été instrumentalisées contre Lula par la droite et les médias. Le PT s'est retrouvé dans une position difficile puisque c'est lui qui gouvernait. C'était haro sur les sortants. Les opposants ont pu raconter que la mauvaise situation sociale était de la faute de la gauche et en plus qu'elle était corrompue. La droite a eu un boulevard, alors qu'elle est plus corrompue que le PT et depuis plus longtemps. Enfin exerçant le pouvoir pendant quinze ans, la gauche a produit un phénomène normal d'usure et de fatigue. La gestion du pouvoir a généré une bureaucratisation qui a éloigné le parti de sa base et des mouvements populaires et sociaux. Quand l'offensive de la droite a démarré, le PT s'est retrouvé avec beaucoup moins de relais.

Bolsonaro a promis de garantir les libertés individuelles. Que pouvons-nous craindre à ce sujet ?

Il a tenu deux discours. Le premier a été assez basique pour un président qui vient de se faire élire. Il a été conciliant. Mais dans un autre, il a été bien plus dur contre la gauche et les mouvements sociaux. Il a été très offensif contre le Mouvement des sans-terre [MST, organisation paysanne née dans les années 1980 - NDLR]. Il risque une vraie persécution politique. Bolsonaro a déclaré que ses militants étaient des terroristes et tomberaient donc sous le coup de la loi de sécurité. Je pense qu'il va garantir les libertés individuelles pour sa clientèle électorale et les classes supérieures. Il va rapidement attaquer les droits économiques et sociaux de la population - à qui il dit « je vous propose moins de droits mais un emploi » - et il réprimera la résistance sociale. Et il est certain qu'il y en aura. Il diminuera les libertés démocratiques à mesure que se constituera une opposition et fera preuve de répression et d'autoritarisme. Il est plus que probable que les mouvements sociaux seront criminalisés au Brésil. Les défenseurs des droits humains, de l'environnement, les mouvements sociaux les syndicats, et surtout le MST seront visés.

Post-scriptum :

Christophe Ventura est directeur de recherche à l'IRIS. Spécialiste de l'Amérique latine, il collabore aussi au site Mémoire des luttes. Il revient avec nous sur la situation politique du Brésil et l'élection de Jair Bolsonaro.

Légende : Jair Bolsonaro, 11 février 2014

Crédits : Antonio Cruz / Agência Brasil / Wikimedia Commons